Délibération de création d’emploi

Le ………………(date), à ………………(heure), en ………………………………………(lieu), se sont réunis les membres du Conseil Municipal (ou autre assemblée), sous la présidence de ………………………,

Etaient présents : …………………………………………………………

Etaient absent(s) excusé(s) : ………………………………………………

Le secrétariat a été assuré par : ……………………………………………

Vu l’article L313-1 du code général de la fonction publique ;

Vu le tableau des effectifs ;

**Madame le Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président rappelle à l’assemblée :**

Conformément à l’article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal (ou autre assemblée) de fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu de ……. (indiquer les motifs de création de l’emploi, par exemple : la création d’une nouvelle mission), il convient de renforcer les effectifs du service …… (préciser le service).

**Le Conseil Municipal (ou autre assemblée : conseil syndical, …….), sur le rapport de Madame le Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président et après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

**Article 1** : de la création d’un emploi de ……… (préciser l’emploi) à temps complet ou non complet (dans ce cas préciser la durée hebdomadaire de service, soit … /35ème) pour ……. (détailler les fonctions) à compter du …… (date ne pouvant être rétroactive).

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie … (A, B ou C) de la filière …..… (exemple : administrative), au(x) grade(s) de ……… (fixer le ou les grades correspondants).

**Article 2** : de la modification du tableau des effectifs.

**Adopté à ………….. des membres présents**

Fait à ........................., le ..../..../....

Madame le Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président,

(nom, prénom et qualité lisible)

Madame le Maire / Monsieur le Maire / Madame la Présidente / Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l’application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.